

M. L'ORATEUR, je dois commencer par passer en revue la condition du pays dans le cours de l'année qui vient de finir. La chose est d'autant plus importante, que les résultats des opérations de l'année méritent d'être sérieusement étudiés à cause de leur effet, non - seulement sur l'année présente, mais encore en raison de certains faits qui se sont produits dans le passé. Si les députés veulent bien se donner la peine de consulter les Comptes Publics qui ont été déposés sur le bureau, ils verront que le revenu ordinaire de l'année expirée au 30 juin 1875 et provenant de toutes sources s'est élevé à \$24,648,715, et la dépense ordinaire à \$23,713,071, ce qui laisse une balance de \$935,644. Ils verront aussi, par le mouvement du commerce et de la navigation, que les importations qui, pendant l'année expirée au 30 juin 1874 s'étaient élevées à \$127,404,169, n'ont été, pendant celle qui vient de finir, que de \$119,618,657, ce qui accuse une diminution de \$7,785,512. D'un autre côté, les exportations qui, en 1873-4 avaient atteint \$89,351,928, n'ont été, en 1874-5, que de \$77,886,979 pour l'année qui vient de finir, ce qui indique une diminution de \$11,464,949. Il est bon de faire remarquer que, de cette diminution de près de onze millions et demi, un million environ est dû à la diminution du montant du numéraire exporté, et trois millions et demi à une diminution dans l'exportation d'articles étrangers. Par conséquent, la diminution totale des importations et des exportations s'est élevée à au moins \$19,250,460, soit, pour le commerce de cette année, comparé à 1873-4, une diminution de près de vingt millions de piastres. M. l'Orateur, il n'est peut-être pas hors de propos de signaler à l'attention de la Chambre le fait que dans les recettes et les dépenses de l'année dernière un certain nombre d'items se trouvent portés aux deux côtés du compte, ce qui grossit les totaux quelque peu. On remarquera ceci surtout dans les colonnes de l'intérêt, et voici pourquoi. Comme vous le savez, nous avons été obligés de solder une partie de la dette publique payable à Londres le 1er juillet 1875, et pour cela nous avons dû y laisser un montant considérable à intérêt. Par conséquent les recettes et déboursés pour ce compte peuvent être considérés comme accidentels, et de fait se balancent. De plus, le paiement